

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 02/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE DES BUIS

Ladoix-Serrigny

Références : 2023-302
Code AIOT : 0005400286

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2023 dans l'établissement CARRIERE DES BUIS implanté Des Buis 21550 Ladoix-Serrigny. L'inspection a été annoncée le 03/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'autorisation environnementale délivrée le 23 juillet 2019 s'accompagne d'un arrêté préfectoral portant dérogation à l'interdiction de détruire des habitats d'espèces protégées et des espèces animales protégées.

La présente inspection, réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, a pour thématique principale la préservation de la biodiversité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DES BUIS - SETP
- Des Buis 21550 Ladoix-Serrigny

- Code AIOT : 0005400286
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière de pierre calcaire exploitée par la société Carrière des Buis a été autorisé par arrêté préfectoral du 23 juillet 2019. Avant ce renouvellement, la carrière était déjà précédemment exploitée dans le cadre d'un arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 8 janvier 1996 à la société SOGEPIERRE.

La carrière est autorisée pour l'extraction de roches ornementales, de granulats et de laves. Des installations de concassage-criblage sont utilisées pour le traitement des matériaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Espèces protégées
- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 5-6	/	Mise en demeure, respect de prescription	31/03/2024
6	Diminution de l'attractivité des emprises	Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	31/03/2024
7	Installation de gîtes artificiels pour les reptiles	Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.2.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	01/09/2023
9	Gestion écologique des mosaïques d'habitats mésoxérophiles	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 5.2.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	30/06/2024
10	Mesure de compensation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	31/03/2024-30/06/2024

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2-15	/	Sans objet
8	Mise en place de barrière et déplacement d'individus	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 5.2.6	/	Sans objet
13	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Sans objet
3	Suivi de chantier par un écologue	Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.2.1	/	Sans objet
5	Balisage des zones naturelles sensibles à préserver	Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.2.2	/	Sans objet
11	Suivi des mesures de compensation	Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.4.1	/	Sans objet
12	Gestion des sites de compensation	Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.4.2	/	Sans objet
14	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 6-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité du site est réduite. La fréquence de suivi environnemental n'est pas respectée. Le rapport de suivi environnemental réalisé est lacunaire. Les mesures de réduction eu égard aux batraciens et aux reptiles ne sont pas effectives. Les mesures de compensation n'ont pas été mises en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2-15
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'évolution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait établir un plan [...]. Ce plan [...] doit indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les limites de protection réglementaires, - les limites de la zone d'extraction, de la plate-forme des installations, des zones de stockages de matériaux et des zones d'habitats préservés, - les fronts et les banquettes, - les courbes de niveau, les cotes d'exploitation et les cotes d'altitude des points significatifs, - la position des dispositifs de clôture ou des dispositifs équivalents, - l'emplacement des bornes, - les zones de stockage des déchets d'extraction et les zones de stockage des matériaux, - la position des merlons, - les zones boisées, les zones défrichées non décapées, les zones décapées, les zones remblayées, - les zones réaménagées et la nature de la remise en état effectuée, - les limites des phases d'exploitation, - l'emplacement des points de rejet des eaux dans le milieu naturel, à l'extérieur ou à l'intérieur de la carrière, - les emplacements des habitats de reproduction et de repos créés pour les reptiles (pierriers et tas de branchages), - les emplacements des habitats de reproduction (mares) et d'hivernage pour les amphibiens, - les éventuels puits, piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ou situés dans la carrière, - les voies d'accès, ainsi que les chemins internes et les pistes de circulation qui mènent au fond de fouille et aux fronts. <p>Ce plan comporte une légende.</p> <p>Il doit être mis à jour au moins une fois par an.</p> <p>Des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, sont jointes au plan. Au moins une coupe est réalisée vers chaque front en cours d'exploitation et vers tout nouveau front définitif.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis le dernier plan topographique levé le 13 novembre 2020 et complété de certains éléments le 10 février 2021.</p> <p>Le plan n'a pas été mis à jour à une fréquence annuelle. L'exploitant précise toutefois qu'il n'y a</p>

<p>pas eu d'activité depuis le 13 novembre 2020 et que le plan transmis est représentatif de la situation actuelle du site.</p> <p>NON-CONFORMITE : Le plan ne fait pas apparaître les éléments suivants prévus par l'arrêté préfectoral :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les emplacements des habitats de reproduction et de repos créés pour les reptiles (pierriers et tas de branchages), - les emplacements des habitats de reproduction (mares) et d'hivernage pour les amphibiens.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et barrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p>
<p>Constats : Le chemin d'accès à la carrière par le Sud est fermé par un portail cadenassé en l'absence de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivi de chantier par un écologue

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.2.1
Thème(s) : Autre, Dérogation espèces protégées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Une mission de coordination environnementale des travaux est confiée à un écologue compétent dans le but de s'assurer de la bonne prise en compte des dispositions relatives à la préservation des espèces fixées par le présent arrêté.</p> <p>Un suivi environnemental est réalisé pour chaque phase de travaux préparatoires à l'extraction, soit avant toute opération de défrichement et toute opération de décapage. Il comporte une série de passages d'observations en vue d'identifier d'éventuels sites de nidification, de reproduction ou de repos d'espèces protégées dans les secteurs qui seront aménagés.</p> <p>En cas d'observations de sites de nidification, de reproduction ou de repos d'espèces protégées, un balisage des secteurs à éviter et une information auprès des maîtres d'ouvrage sont effectués. Les habitats sensibles sont identifiés et protégés par un balisage tel que prévu au 5.2.2.</p> <p>Un rapport de l'expertise menée est établi pour chaque phase de travaux préparatoires à l'extraction. Ce rapport est transmis au service de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté en charge de la biodiversité, dans les 3 mois suivant l'achèvement de chaque phase de travaux.</p> <p>L'écologue en charge du suivi des travaux réalise un support bibliographique présentant les espèces et les mesures à mettre en œuvre afin de présenter facilement et visuellement les enjeux présents sur le secteur et ainsi assurer une bonne prise en compte de ces enjeux par l'ensemble des acteurs.</p>
Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, depuis la délivrance de l'autorisation environnementale par arrêté préfectoral du 23 juillet 2019, seule une campagne d'extraction a été réalisée fin 2020. Il n'y a eu ni défrichement, ni décapage lors de cette campagne, le gisement étant déjà découvert.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 5-6
Thème(s) : Autre, Biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi écologique doit être réalisé par des spécialistes dans les conditions mentionnées dans le dossier de demande de dérogation au titre des espèces animales protégées de juillet 2018 (2.8. R2.2o - mesure de réduction technique en phase d'exploitation : gestion écologique des mosaïques d'habitats mésoxérophiles dans la zone d'emprise d'autorisation). Ce suivi comprend : <ul style="list-style-type: none">- un suivi floristique et phytosociologique (dont un suivi des espèces invasives),- un suivi des oiseaux nicheurs,- un suivi des espèces de rophalocères et d'orthoptères présentes. Il est réalisé aux années N+1, N+3, N+5, puis tous les cinq ans pendant la durée de l'exploitation, avec N qui désigne l'année de l'autorisation d'exploiter. Il est également réalisé la dernière année. Les rapports de suivi sont transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis un rapport de suivi environnemental réalisé en 2021 par Sciences Environnement. Le suivi a consisté en des visites par un écologue, le 18 mars et le 22 avril 2021, visant à/au : <ul style="list-style-type: none">- la recherche de dépressions humides ;- contrôle des abris à reptiles ;- la recherche d'éléments marquants la présence d'espèces protégées (amphibiens, avifaune, reptiles, entomofaune, flore, mammifères) ; NON-CONFORMITE MAJEURE : Le suivi environnemental a été réalisé en année N+2 (2021), il n'y a pas eu de suivi environnemental ni en année N+1 (2020), ni en année N+3 (2022). Le rapport de suivi environnemental est lacunaire. La localisation des espèces contactées est imprécise. Le temps consacré à la tâche ne permet pas d'espérer un inventaire exhaustif des espèces présentes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 31/03/2024

N° 5 : Balisage des zones naturelles sensibles à préserver

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.2.2
Thème(s) : Autre, Dérogation espèces protégées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour prévenir toute destruction non intentionnelle, les milieux naturels sensibles situés dans l'emprise du projet détectées au cours des suivis environnementaux menés au titre de l'article 5.2.1 sont balisés avec des moyens adaptés et pérennes (barrières, rubalise, etc.). Ce balisage est réalisé avant le démarrage des travaux. L'écologue évoqué au 5.2.1 assure le contrôle de leur bonne mise en place et leur maintien en bon état. Le personnel de chantier est informé de la localisation des zones concernées et des prescriptions à y respecter
Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, il n'y a pas eu d'exploitation depuis septembre 2020. L'exploitant prévoit l'exploitation du banc de Corton au nord-est du périmètre autorisé pour la fin de l'année 2023 (septembre voire novembre). Ce gisement étant déjà découvert, il n'est pas prévu de défrichement ou de décapage. L'exploitant déclare que la LPO a identifié la présence du Hibou grand-duc en mars 2023 au niveau du banc de Ladoix au sud du périmètre autorisé. Il n'y a pas de travaux d'exploitation prévus dans ce secteur cette année. Pour rappel, la zone où l'espèce a été identifiée devra être balisée avant le démarrage des travaux à proximité, le balisage devant être contrôlé par l'écologue assurant la coordination environnementale des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Diminution de l'attractivité des emprises

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.2.4
Thème(s) : Autre, Dérogation espèces protégées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors de la réalisation des travaux, le bénéficiaire de la dérogation procède au comblement des ornières et dépressions humides afin de limiter l'attractivité du site pour les batraciens. En cas de détection de zones de reproduction d'amphibiens, un déplacement des individus sera réalisé conformément à l'article 5.2.7.
Constats : Des dépressions humides sont observées le jour de l'inspection, en particulier au nord-est du périmètre autorisé près de l'exploitation du banc de Corton. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que les dépressions étaient déjà présentes en hiver et qu'il n'était pas intervenu pour les combler. L'article 5.2.3 de l'arrêté préfectoral portant dérogation prévoit que les travaux de comblement des mares temporaires sont réalisés uniquement en période hivernale. NON-CONFORMITE MAJEURE: L'exploitant n'a pas procédé en hiver au comblement des dépressions humides afin de limiter l'attractivité du site pour les batraciens.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 31/03/2024

N° 7 : Installation de gîtes artificiels pour les reptiles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.2.5
Thème(s) : Autre, Dérogation espèces protégées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement au démarrage des travaux, le bénéficiaire de la dérogation fait procéder à la mise en place d'abris hivernaux et de gîtes favorables aux reptiles. Ces gîtes et abris sont répartis sur les pourtours de l'emprise d'extraction, conformément au plan situé en annexe 2.
Constats : L'exploitant présente des zones favorables aux reptiles à l'ouest de l'exploitation du banc de Corton située au nord-est du périmètre autorisé. L'exploitant déclare que ces zones favorables existaient déjà avant l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 et qu'il n'y a pas eu d'intervention humaine pour les aménager. Selon ses déclarations, il en est de même pour les autres zones favorables prévues qui n'ont pas été vues lors de l'inspection et qui n'auraient pas non plus été artificiellement créées (15 abris à reptiles en tout sont prévus, répartis en 5 zones de 3 unités). La demande de dérogation précise la provenance des matériaux: "Une partie des calcaires fracturés présents sur l'emprise d'extraction sera conservée pour réaliser des murgers/tas de pierres à différents endroits du site. Une partie des branchages et des souches issues du défrichement sera conservée et servira pour réaliser des gîtes." NON-CONFORMITE MAJEURE: L'exploitant n'a pas procédé à la mise en oeuvre des mesures compensatoires prévues par la dérogation espèces protégées, en l'absence d'installation de gîtes artificiels pour les reptiles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 01/09/2023

N° 8 : Mise en place de barrière et déplacement d'individus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.2.6
Thème(s) : Autre, Dérogation espèces protégées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de formation naturelle de dépressions humides en période de reproduction des amphibiens, une barrière est mise en place au droit des dépressions humides ainsi formées. Un suivi périodique est réalisé par l'écologue compétent afin de s'assurer de l'intégrité de la barrière. Le cas échéant, l'écologue compétent procède à la remise en état du dispositif ainsi qu'au déplacement des individus éventuellement piégés, selon les modalités suivantes. Les individus capturés sont relâchés dans des milieux similaires à proximité, en dehors de l'emprise du chantier. Dans la mesure du possible, le déplacement des individus sera réalisé au sein de la zone de compensation prévue à l'article 5.3.2. Un compte-rendu des opérations de déplacement réalisées est établi par l'écologue indépendant. Il est transmis au service Biodiversité, Eau, Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comte au plus tard 6 mois après la fin des travaux.</p>
<p>Constats : Des dépressions humides sont observées le jour de l'inspection, en particulier au nord-est du périmètre autorisé près de l'exploitation du banc de Corton.</p> <p>NON-CONFORMITE : Il n'y a pas de barrière mise en place autour des dépressions humides qui sont observées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion écologique des mosaïques d'habitats mésoxérophiles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.2.7
Thème(s) : Autre, Dérogation espèces protégées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bénéficiaire de la dérogation met en œuvre une gestion écologique au droit des mosaïques d'habitats mésoxérophiles situés dans la zone d'emprise d'autorisation et cartographiés en annexe 3, afin de préserver les reliquats de pelouses et de fruticées existants. Un plan de gestion de ces espaces est rédigé suivants les modalités définies à l'article 5.4.2. Un suivi écologique de ces opérations de gestion est réalisée suivant les dispositions prévues à l'article 5.4.1.</p>
<p>Constats : NON-CONFORMITE MAJEURE : Selon les déclarations de l'exploitant, le plan de gestion des mosaïques d'habitats mésoxérophiles n'est pas rédigé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30/06/2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.3
Thème(s) : Autre, Dérogation espèces protégées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bénéficiaire de la dérogation procède à la mise en œuvre des mesures de compensation suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mesure MC1 : création de 2 mares de substitution pour les amphibiens d'une superficie minimale de 300 m² en compensation de la destruction d'habitats de reproduction favorables aux amphibiens ; • Mesure MC2 : restauration et gestion de la parcelle cadastrale 38, d'une superficie de 1,05 ha et actuellement enfrichée, en compensation de la destruction de la mosaïque pelouse sèche / fructifiée, la surface totale détruite étant de 1,85 ha ; • Mesure MC3 : mise en place d'îlots de sénescence d'une superficie de 1,15 ha sur la parcelle cadastrale 70 section ZB sur la commune de Nuits Saint George, en compensation de la destruction de Chênaie pubescente la superficie totale détruite étant de 1,61 ha ; • Mesure MC4 : restauration et gestion de parcelles complémentaires couvrant une superficie minimale de 0,8 ha en compensation de la destruction de la mosaïque pelouse sèche / fructifiée, la surface totale détruite étant de 1,85 ha ; • Mesure MC5 : mise en place d'îlots de sénescence sur des parcelles complémentaires couvrant une superficie minimale de 0,46 ha, en compensation de la destruction de Chênaie pubescente la superficie totale détruite étant de 1,61 ha. <p>Les sites de compensation correspondant aux mesures MC1, MC2 et MC3 sont localisés sur le plan placé en annexe 4.</p> <p>Les mesures MC1, MC2 et MC3 sont mises en œuvre dès la notification du présent arrêté.</p> <p>Concernant les mesures MC4 et MC5, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet pour avis au service de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté en charge de la biodiversité une proposition technique argumentée précisant la localisation et les modalités de mise en œuvre de ces mesures. Cette proposition technique comprendra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'état initial des parcelles de compensation sélectionnée, basée sur la réalisation d'inventaires floristiques et faunistiques adaptés ; • la démonstration de l'équivalence écologique entre les pertes liées au projet et les gains associées à ces mesures complémentaires ; • la description détaillée des modalités de mises en œuvre : calendriers, objectifs, modes opératoires, plan de gestion et moyens alloués. <p>Les mesures MC4 et MC5 devront être effectives au plus tard à la fin de la première phase d'exploitation de la carrière.</p> <p>Afin de garantir la bonne mise en œuvre des mesures de compensation, des conventions de gestion sont établies pour une durée minimale de 30 ans. Ces conventions fixent notamment les modalités de gestion conservatoire de ces habitats conformément à l'article 5.4.2.</p> <p>Les conventions établies sont tenus à la disposition du service de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté en charge de la Biodiversité.</p>
<p>Constats : MC1 : Une dépression potentiellement humide est présente à l'emplacement prévu pour la mesure de compensation. Elle n'est toutefois pas en eau. Les travaux prévus dans le dossier de demande de dérogation n'ont pas été réalisés, notamment : « Deux mares d'une surface d'environ 300 m² chacune seront creusées sur une surface aplanie d'environ 2500 m² de remblai. Un surcreusement de l'ordre de 30 à 60 cm avec des berges en pentes douces sera effectué. Un</p>

dépôt de fines d'extraction ou de matériaux argileux sera déposé au fond afin de rendre imperméable le substrat. Ces mares seront soit remplies d'eau via un camion-citerne soit se chargeront naturellement d'eaux pluviales. ».

MC2 : L'exploitant n'a pas effectué les actions de restauration et de gestion de la parcelle de 1,05 ha (AB n°50pp et non n°38) actuellement enfrichée prévues dans la demande de dérogation. En particulier, étaient prévus : « enlèvement des espèces exotiques envahissantes et de la décharge de déchets verts, réouverture du milieu par débroussaillage, étrépage/décapage/décaissement du sol, aménagement ponctuel : réalisation d'abris artificiels à reptiles et création d'une haie, mise en place d'une gestion extensive par fauche. » Le passage d'un écologue préalablement à ces actions est recommandé pour s'assurer qu'elles sont toujours pertinentes, quatre ans après la rédaction de la demande de dérogation.

A noter que la mesure porte sur la parcelle n°50 section AB, au nord-ouest de la parcelle n°48 (ex-38).

MC3 : L'exploitant indique que l'îlot forestier envisagé n'a pas pu être acquis. Cette mesure de compensation n'est pas mise en place. L'exploitant prévoit de reporter les 1,15 ha manquants sur la MC5.

MC4 : Au jour de l'inspection, des échanges sont en cours entre l'exploitant et le Conservatoire d'espaces naturels de Bourgogne dans le but de trouver une parcelle de compensation suite à la destruction de la mosaïque pelouse sèche / fruticée d'une surface minimum de 0,8 ha.

Par courriel du 21/06/2023, l'exploitant a transmis un projet de convention avec le CEN portant sur les mesures MC3, MC4 et MC5. Dans ce projet de convention, la parcelle B 225 à Bessey-en-Chaume est désignée pour réalisation de la MC4.

MC5 : Au jour de l'inspection, des échanges sont en cours entre l'exploitant et le Conservatoire d'espaces naturels de Bourgogne dans le but de trouver une parcelle de compensation suite à la destruction de chênaie pubescente d'une surface minimum de 1,61 ha (1,15+0,46 ha).

Par courriel du 21/06/2023, l'exploitant a transmis un projet de convention avec le CEN portant sur les mesures MC3, MC4 et MC5. Dans ce projet de convention, sept parcelles pour une surface totale de 2ha 80a 80ca à Bessey-en-Chaume sont désignées pour réalisation des MC3, MC4 et MC5.

NON-CONFORMITE MAJEURE: L'exploitant n'a mis en œuvre aucune mesure de compensation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 31/03/2024-30/06/2024

N° 11 : Suivi des mesures de compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.4.1
Thème(s) : Autre, Dérogation espèces protégées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des suivis devront être réalisés après mise en œuvre effective des mesures compensatoires décrites à l'article 5.3 sur une durée de 30 ans (les suivis seront réalisés aux années n+1, n+3, n+5, n+10, n+15, n+20, n+25, n+30 ; n étant l'année de l'aménagement des sites de compensation). Les suivis feront l'objet d'un protocole à soumettre à validation du service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté au plus tard à l'achèvement des travaux d'aménagement des sites de compensation.</p> <p>Des suivis spécifiques sont prévus avec des échéances différentes selon les mesures.</p> <p>Les objectifs de ce suivi sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évaluer la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre au travers de l'évolution des habitats naturels en fonction de l'objectif écologique fixé (amélioration, création ou renaturation d'habitats) ; • étudier l'évolution des populations et des espèces protégées concernées à intégrer dans un suivi des populations et des espèces à l'échelle de l'infrastructure ; • établir un retour d'expérience sur ce type de restauration de milieux en faveur de la faune ; • réajuster certaines modalités de gestion ou de restauration afin d'optimiser la plus-value environnementale de chaque mesure. <p>Ce suivi fera l'objet de compte-rendus, qui seront transmis au plus tard le 31 décembre de l'année du suivi au service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté. Chaque compte-rendu comprendra, outre les évaluations des mesures et éventuelles propositions d'action, a minima, les éléments suivants relatifs aux inventaires, lesquels devront également être fournis au format tableur informatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom de l'opérateur ; • les noms scientifique et vernaculaire de chaque espèce ; • le lieu d'observation (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection) ; • la date de l'opération. <p>Ces données seront intégrées dans les bases de données de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté. La DREAL pourra librement utiliser tous acquis bruts ou transformés relatifs à la connaissance des milieux naturels et des espèces (rapports et documents graphiques et cartographiques, données floristiques et faunistiques, données géographiques...), même partiels. Cette utilisation s'exercera dans le strict respect des droits moraux de l'auteur.</p>
<p>Constats : Seul le suivi environnemental de 2021, précédemment mentionné, a été réalisé. Le suivi environnemental n'a toutefois été réalisé que sur les mesures de réduction (articles 5.2.1 et suivants) et pas sur les mesures de compensation (article 5.3).</p>
<p>Observations : En l'absence de mise en œuvre effective, aucun suivi environnemental des mesures de compensation n'a été réalisé. Il est rappelé qu'un suivi environnemental devra être réalisé en année n+1 après l'aménagement des sites de compensation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Gestion des sites de compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2019, article 5.4.2
Thème(s) : Autre, Dérogation espèces protégées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le bénéficiaire de la dérogation rédige et met en œuvre un plan de gestion pour chaque site de compensation pendant la durée d'exploitation industrielle de la carrière prolongée de 2 ans. Le plan de gestion est établi à l'issue du premier suivi réalisé suite à l'achèvement des travaux d'aménagement des sites de compensation (suivi n+1). Il est soumis au service Biodiversité, eau et Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté pour approbation.
Constats : Il n'y a pas eu de suivi des travaux d'aménagement des sites de compensation. L'exploitant déclare que le site de compensation initialement prévu à Nuits-Saint-Georges sera finalement situé près de Bessey-en-Chaume. L'exploitant envisage que le plan de gestion de ce site soit finalisé pour septembre 2023. Le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne a été missionné par l'exploitant à cette fin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.
Constats : Trois campagnes de mesure de poussières ont été réalisées en 2022. En moyenne annuelle, la station de type (b) a reçu 85 mg/m ² /jour de retombées atmosphériques. Il n'y a toutefois pas eu d'activité sur le site en 2022. NON-CONFORMITE: La fréquence trimestrielle n'a pas été respectée pour la première campagne de 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 6-4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien courant des engins de chantier (vidange, graissage...) sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux collectées sur l'aire de ravitaillement et d'entretien des engins doivent être traitées par un décanteur-déshuileur ou par un dispositif équivalent avant rejet dans le milieu naturel.
Constats : Une aire étanche raccordée à un séparateur d'hydrocarbures est présente à l'entrée Sud du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet